

L Industriels, banques, fonds de pensions... "Il y a une volonté de faire du business derrière l'arme nucléaire"

Possédée par neuf États, l'arme nucléaire est le premier moyen de dissuasion militaire utilisé sur la scène internationale. C'est aussi la seule à être capable de détruire l'humanité.



"La civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie. Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif ou l'utilisation intelligente des conquêtes de l'homme." (Albert Camus, le 8 août 1945, à la suite du bombardement d'Hiroshima.) @Shutterstock

Abonnez-vous à La Libre avec notre offre spéciale 6 mois achetés = 6 mois offerts !

Charlotte de Condé

Publié le 16-03-2022 à 08h06 - Mis à jour le 16-03-2022 à 11h16

En quatre jours, Vladimir Poutine a brandi à deux reprises la menace nucléaire : une ambiance qui n'est pas sans rappeler celle des années 1970-1980, lorsque l'URSS était perçue comme l'ennemi nucléaire n°1.

Ces dernières années, l'angoisse d'un conflit nucléaire semble avoir regagné progressivement la population mondiale. La bombe nucléaire n'est plus perçue comme

un moyen obsolète de dissuasion, bloquée à l'époque de la guerre froide, et d'aucuns recommencent à se sentir pris pour cible de ce type de missiles.

La bombe nucléaire reste pourtant enveloppée de nombreux mystères. Qui la possède ? Quel est son coût ? Qu'est-ce qu'elle rapporte ?

Un business juteux

S'il y a clairement des enjeux de puissance derrière l'arsenal nucléaire - c'est-à-dire peser dans les relations internationales -, *"il y a un vrai business derrière, tant de la part des industriels de l'armement que des banques et les fonds de pension"* estime Jean-Marie Collin, co-porte-parole d'**ICAN France** < <https://icanfrance.org/> > (*International Campaign to Abolish Nuclear Weapons*) et chercheur associé au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (**GRIP** < <https://grip.org/> >). Les premiers *"poussent toujours à développer l'arsenal nucléaire"*, ce qui leur assure un fonds constant. Les seconds prêtent de l'argent, investissent, font des échanges boursiers sur ces industriels de l'armement, dont les profits ne cessent de grimper. *"Ils gagnent clairement de l'argent sur le danger d'une destruction massive."*

Un autre type d'enjeux économiques derrière l'arme nucléaire repose sur *"la croyance que lorsqu'on investit de l'argent dans des entreprises d'armement, de la richesse à l'intérieur du pays est créée, ce qui permet de développer l'industrie nationale au sens large"*.

< https://www.senat.fr/rap/I21-163-39/I21-163-39_mono.html > **Le projet de loi de finances pour la programmation militaire du Ministère français des armées** < <https://www.defense.gouv.fr/portail/enjeux2/plf-2022/projet-de-loi-de-finances-des-armees-2022-lpm-anne-e-4/editos> > nous apprend que pour l'année 2022, la Défense française investit 5,3 milliards d'euros pour sa politique de dissuasion et donc, pour renouveler ses ogives nucléaires, *"ce qui représente 10 083 euros par minute"*. Un investissement pour moderniser, entretenir, renouveler les systèmes d'armes, mais aussi pour mettre sur pied un programme de simulation des essais nucléaires et des moyens de transmission. Le chercheur explique que c'est une augmentation massive par rapport à 2020, où 4,7 milliards d'euros étaient alors investis, soit 8 969 euros par minute. *"En deux ans, on a mis un peu plus de 1 100 euros en plus par minute, ce qui fait quasiment un Smic net en France."* Et encore, *"ce chiffre-là est en augmentation constante et représente le minimum des dépenses pour la force nucléaire française"*, la transparence sur la réalité de ce chiffre laissant à désirer. Pour 2025, la France vise 6 milliards d'euros investis sur l'année.

L'expert se montre sévère : *"Il y a une volonté de faire du business derrière l'arme nucléaire, de gagner de l'argent sur le dos de la sécurité internationale"*. Avec une arme

nucléaire, nous ne sommes pas dans le symbole. *"Une arme nucléaire est destinée à frapper des villes, à détruire des mégalo-poles"*, explique avec franchise Jean-Marie Collin. Ainsi, *"en acceptant cette politique de dissuasion par le nucléaire, on accepte aussi de ne pas respecter le droit humanitaire international constitué depuis 1945"*, les premières cibles étant les populations civiles.

D'autant plus que la qualité des armements produits aujourd'hui n'est pas garantie. *"Les parlementaires financent par exemple un sous-marin : il faut bien s'imaginer que celui-ci sera produit entre maintenant et 2050, pour être utilisé entre 2050 et 2090 par des êtres humains dont les parents ne se sont même pas encore rencontrés. Rien ne nous dit que d'ici 2090, ces systèmes d'armes resteront les meilleurs pour nous protéger. Le génie humain aura eu l'opportunité de créer d'autres armes, bien plus performantes."* Jean-Marie Collin estime que ces investissements ne sont *"d'aucune utilité"*, alors que le coût du danger vis-à-vis de la société humaine, lui, est *"incalculable"*.

Une schizophrénie plongée dans un déni

"On est dans une situation de schizophrénie totale, doublée d'une situation de déni", poursuit Jean-Marie Collin. Le déni car les États détenteurs de l'arme nucléaire se persuadent que leurs armes terrifiantes dissuadent suffisamment leurs adversaires d'agir à leur encontre, en brandissant la menace de les détruire. *"Ce qui pose réellement problème, c'est partir du fait que cet adversaire a vraiment peur : il peut pourtant aussi aller au bluff et attaquer"* car il connaît les conséquences humanitaires catastrophiques que l'arme nucléaire engendre.

"Nos acteurs politiques et militaires actuels, accompagnés de l'opinion publique, sont certains que ces armes nucléaires ne sont finalement que des armes diplomatiques et qu'elles ne seront dès lors jamais utilisées. Mais rien ne nous le prouve." Le chercheur explique que les propos récents de Vladimir Poutine ont permis un retour à la prise de conscience de ce danger.

Selon Jean-Marie Collin, la Coupe du monde en Russie de 2018 est un exemple de l'attitude schizophrène de ces États. *"Vous aviez le président Emmanuel Macron au centre du stade pour féliciter les joueurs français, avec le président russe à ses côtés. À ce même instant, un sous-marin nucléaire français et des sous-marins nucléaires russes étaient quelque part au niveau des océans, armés de missiles et qui, potentiellement, si Macron ou Poutine en donnait l'ordre, pouvaient aller détruire Moscou ou Paris. Et ces deux dirigeants le savaient. C'est là qu'on défie tout le bon sens de l'être humain."*



Le président de la FIFA Gianni Infantino, le président russe Vladimir Poutine, le président français Emmanuel Macron et la présidente croate Kolinda Grabar-Kitarovic, à la cérémonie de victoire après la finale de la Coupe du monde de football de la FIFA 2018, disputée entre la France et la Croatie (15 juillet 2018). ©BELGA

L'expert estime qu'il faut s'inquiéter. *"Ce jeu d'acteur peut dérapier, surtout dans des situations de crise"* : l'attitude de l'adversaire peut être mal interprétée ou un problème technique peut toujours arriver. *"Ce qui fait toute la différence, c'est qu'on parle bien d'une arme de destruction massive. On parle de conséquences qui sont quasiment inimaginables pour un être humain normal. On ne connaît pas le type de société qu'on aurait après."*

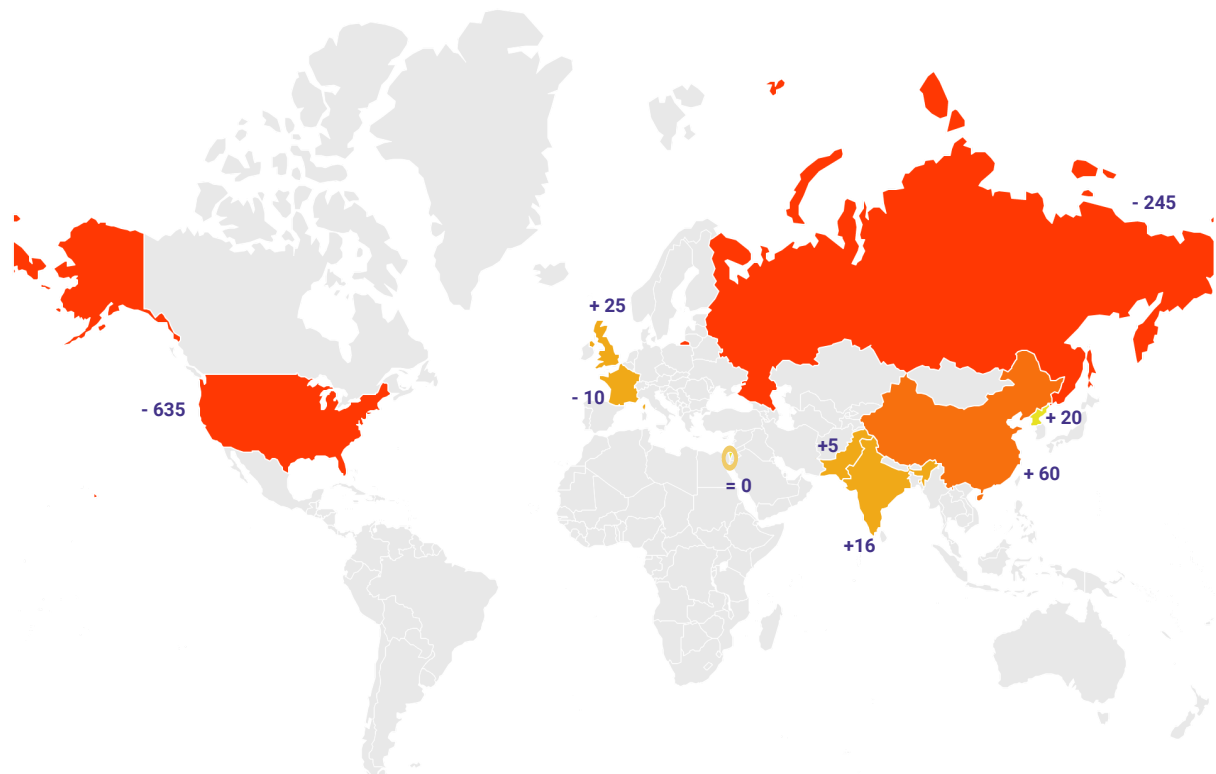
Un arsenal nucléaire partagé entre neuf pays

Au total, neuf États possèdent le fameux bouton rouge : États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Inde, Pakistan, Corée du Nord et Israël. Toutefois, 92 % des stocks nucléaires sont détenus par Washington et Moscou. Pour sa part, l'Iran ne possède pas d'armes nucléaires mais potentiellement le savoir-faire. Elle est fortement surveillée par la communauté internationale depuis 2002 en raison de son programme nucléaire civil, susceptible d'être détourné à des fins militaires.

Arsenal nucléaire : qui possède quoi ?

En janvier 2021

Source : SIPRI



[Evolution du nombre d'armes nucléaires de 2019 à 2021]

Pourquoi posséder de telles armes ? Un pays se dote de l'arme nucléaire "en réponse à une situation d'insécurité, qu'elle soit avérée ou non", explique Jean-Marie Collin. "Ces États ont ainsi la capacité et la redondance de réagir à cette insécurité en cas de nécessité". En raison de la présence américaine toujours plus importante dans le pourtour du Sud-Est asiatique et du Pacifique, la Chine ressent le besoin d'avoir plus d'armes nucléaires. Elle est le pays qui a le plus développé son arsenal ces dernières années, passant de moins de 300 têtes nucléaires en 2019 à environ 350 têtes en 2021, dépassant ainsi la France. Même stratégie pour la Corée du Nord vis-à-vis de la Corée du Sud, du Japon et même des États-Unis; ou pour l'Inde par rapport au Pakistan et à la Chine.

Si dix armes nucléaires sont déjà largement suffisantes pour créer des catastrophes humanitaires sur l'ensemble de la planète, ces pays multiplient et diversifient leur production pour s'assurer que ces différents systèmes d'armes fonctionnent. Les buts : être capable de frapper à plusieurs endroits et créer une pression supplémentaire sur l'adversaire en rendant une potentielle attaque plus difficile.

En d'autres termes, posséder l'arme nucléaire, "c'est une question de vision de politique internationale. C'est décider de poser sa sécurité sur un système d'armes de destruction massive".